

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 5 FÉVRIER 2016  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2016  
(PICARDIE)  
NOR : ASET1650503M  
IDCC : 1596, 1597

---

Entre :

L'UR CAPEB Picardie ;

La FFB Picardie ;

La fédération Nord des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR CFDT Picardie ;

L'UR CFTC Picardie ;

L'UR CGT-FO Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles XII.8 et XII.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'une part, par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

## Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Base 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX HORAIRE
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 468,17	9,68
– position 2	170	1 478,78	9,75
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 518,22	10,01
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 589,50	10,48
– position 2	230	1 707,80	11,26
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 824,59	12,03
– position 2	270	1 947,44	12,84

## Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1<sup>er</sup> avril 2016, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

## Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Amiens, le 5 février 2016.

(Suivent les signatures.)